

le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT

9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

La liberté de penser sous le Bloc des Gauches

M. Herriot était monté au pouvoir sous d'heureux auspices. Tout lui souriait, tous lui faisaient de l'œil complaisamment : depuis Léon Daudet qui se souvenait d'une certaine poignée de main fraternelle, jusqu'aux anarchistes *in partibus* du « *Semeur de Normandie* », en passant par Victor Mérici, L.-O. Frossard et autres opportunistes de l'action sociale, tous, y compris les communistes, espéraient de l'ingénierie lyonnaise une politique nouvelle qui ferait passer comme un souffle de liberté sur ce pays énervé par cinq ans d'une paix bâtarde dans l'atmosphère empestée de politicien.

Presque seuls, nous nous sommes défiés dès l'aube même du Bloc des Gauches. Nous avons dit aux nefs qui prenaient les candidats du Cartel pour des hommes nouveaux dignes de régénérer la République : « Pauvres bénêts, ne sentez-vous pas leur moisai ? Des hommes nouveaux, ça !... Tout le radicale et la sociale qui triomphait déjà en mai 1914 et qui subit la guerre de Poincaré, l'échine basse, avec la trouille folle du poteau d'exécution. Ce Malvy qui fut, en août 1914, avec son Almeryea, le complice des Millerand pour lancer à la boucherie les millions de prolétaires français. Ce Renaudet mettant au service de la Patrie des Hauts Fourneaux son art de plagier le tribunal du socialisme abattu par un patriote. Ça des hommes nouveaux... Ils sentent trop la charogne pour cela ! »

Dans notre campagne antiparlementaire, nous dénoncions tous les fabricants de honneur, tous les apprentis-gouvernements, tous les prêtres du Dieu-Autorité, depuis les royalistes, jusqu'aux bolcheviks, et nous avions de bonnes raisons pour ne pas être plus indulgents à l'égard de ceux qui avaient le plus de chance de se payer le cœur prostitué du peuple souverain et de régner en maîtres sur un pays connu à force de bluffs et de mensonges.

Libertaires, nous devions nous défer plus encore que de tous autres des libéraux. Radicaux et socialistes sont, en effet, les derniers représentants de ce libéralisme décrit qui ne se montre partisan d'une certaine liberté que des bâches de l'opposition parlementaire et qui ne manque jamais, une fois au pouvoir, de faire preuve de la pire des tyrannies : celle qui ne se déclare pas franchement, brutallement, mais qui s'exerce à tort et à travers, bêtement, au hasard des événements, la tyrannie que le peuple — hélas ! — supporte le plus longtemps, sans même s'en apercevoir, la tyrannie démocratique !

Nos avertissements n'ont pas été entendus. De braves gens ont marché ; des ouvriers, des intellectuels, certains même qui furent anarchistes ou qui croient encore l'être ont voté pour les hommes du progrès qui allaient, selon les espérances, accorder l'Amnistie pleine et entière, faire la paix, abolir des plaies sociales comme Biribi et les bagnes, permettre aux travailleurs de se défendre contre le fascisme international.

Et le Bloc des Gauches, triomphant, a pris le pouvoir.

Voici l'heure des réalisations. Voici les cruelles déceptions. Voici M. Herriot à l'œuvre. Il va bien. Il va fort.

Les antifascistes Casagna et Bonomini sont condamnés par son ordre. Les révolutionnaires italiens et espagnols sont traqués, expulsés. Les préfets de son gouvernement se font les larbins officieux de Mussolini et de Primo de Rivera.

Au lendemain de la caricaturelle Amnistie votée par les socialistes, d'accord avec les calmons du Sénat, pas un prisonnier ne voit s'ouvrir la porte de sa cellule. Les militants, condamnés pour délit de presse ou de parole, en vertu des lois scélérates, sont passibles de mandats d'arrêt, que M. Herriot laisse prudemment suspendus sur leurs têtes, prêt à les coiffer selon le besoin de l'heure politique.

Le fascisme réactionnaire des Castelnau, Millerand, Taittinger et Daudet s'organise librement. Il s'exerce impunément à coups de revolver sur la peau des grévistes de Douarnenez. A la sortie des meetings de protestations organisés par les prolétaires, la flèche assomme, éventre, décerveille, comme

aux plus horribles jours du règne de Clemenceau.

Nous n'avons pas été de ceux qui ont versé de chaudes larmes sur le sort de M. Buré et du gérant de l'*Éclair* pour suivre pour la publication d'un document du Ministère de la Guerre. Et les forbans de la *Liberté* ne nous touchent pas quand ils appellent : « Au secours ! » Ni ceux-ci, ni ceux-là, toutes gens d'autorité et de fascisme, ne protestèrent quand on poursuivit les collaborateurs et les gérants du *Libertaire* pour avoir osé exprimer leur pensée anarchiste sur les événements sociaux. Ils n'ont pas de sentiment de « confraternité » pour « l'autre côté de la barrière ». Rendons-leur donc la panne. Laissons les bêtes de politique s'entre-dévorer.

Mais, tout de même, en constatant la façon dont le gouvernement de M. Herriot en usait avec la liberté de penser de ses adversaires de droite, nous ne pouvions manquer de prévoir qu'il ne tarderait pas, en réponse aux hurlements des fauves de la réaction, à user aussi tyranniquement à l'égard de ses adversaires d'extrême gauche et peut-être même à l'égard de certains de ses amis de gauche — ne fut-ce que pour prouver son « esprit de justice », son « sens de l'équité », son « libéralisme »... enfin. Juste dans l'injustice, égal dans l'arbitraire, libéral dans l'exercice du despotisme le plus odieux qu'il soit, M. Herriot se met à étouffer la pensée : il ne va pas s'en prendre directement à l'opinion de ses adversaires. Voulez un peu comme il est bon gouvernant, bon juge, bon gendarme : toutes les pensées seront opprimées, toutes les libertés seront supprimées, tous les penseurs audacieux ou indépendants seront poursuivis, condamnés, emprisonnés — quelle soit leur opinion. M. Herriot offre toutes les garanties d'indépendance : ce n'est pas une seule opinion qu'il qualifie criminelle, ce sont toutes les opinions qu'il châtie, quand elles sortent de l'ordinaire, quand elles rompent le cercle de la médiocrité, quand elles ne sont pas officiellement enregistrées par le gouvernement radical-socialiste de la République française — surtout, oh ! surtout, quand ces opinions risquent d'attirer des ennuis diplomatiques à l'indispensable président du Conseil et ministre des Affaires étrangères.

Et c'est ainsi que M. Blasco Ibanez, le célèbre écrivain espagnol, est poursuivi par l'autorité judiciaire française pour avoir publié, chez l'éditeur Flammarion, sous la traduction de M. Jean Laurent, un volume intitulé : *Alphonse XIII démasqué*.

M. Bacquart, juge d'instruction, a été chargé de l'affaire qui réunit, sous l'inculpation d'« attaques contre un souverain allié ou ami », l'auteur, le traducteur et l'éditeur du livre.

Nous ne sommes pas ici des admirateurs politiques de M. Blasco Ibanez et nos lecteurs se souviennent de la description que nous fimes, sous la signature de Rodrigo Soriano, des gestes ambitieux et tyranniques de l'ancien gouverneur de Valence. A Blasco Ibanez, comme à M. Buré ou à M. Camille Aymard, nous pourrions dire : « Débrouillez-vous avec Herriot. Entre chiens d'autorité vous pouvez bien vous mordre ! » — et ceci d'autant plus que M. Blasco Ibanez, républicain notoire, collaborateur du *Quotidien* ami du Bloc des Gauches, ne renie pas le moins du monde son ami Herriot.

Mais le fait est là qui vaut la peine d'être enregistré dans l'histoire. Le gouvernement du Bloc des Gauches a osé poursuivre un livre de propagande républicaine, et il l'a fait sur la demande d'un roi, et de quel roi ! Alphonse XIII a demandé aux gouvernements des trois pays où l'ouvrage a été publié de pourvoir Blasco Ibanez. Les gouvernements réactionnaires d'Angleterre et d'Amérique s'y sont refusés. Seul le gouvernement radical-socialiste s'est empressé de faire droit à la royale requête. Le Parti S. F. I. O. s'est incliné devant Primo de Rivera.

C'est beau la politique de la poigne, à la Poincaré-Herriot ! Mais le contre-coup en sera subi par les travailleurs. Après la vie de plus en plus chère, grâce à ces combinaisons de douanes, le chômage viendra parfaire l'œuvre de misère.

N'est-ce pas toujours à un peu plus de misère qu'aboutissent les combinaisons politiques et diplomatiques, quand ce n'est pas au massacre en grand ?

A moins que... André COLOMER.

Administration : HENRI DELECOURT

9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN

123, rue Montmartre, Paris (2^e)

ABONNEMENTS	
FRANCE	ÉTRANGER
Un an ... 30 fr.	Un an ... 112 fr.
Six mois ... 40 fr.	Six mois ... 55 fr.
Trois mois ... 20 fr.	Trois mois ... 28 fr.
Chèque postal : Delecourt 691-12	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquate à chaque époque.

DERVAUX EST-IL INNOCENT ?

Où le témoin a une idée tardive

En Russie révolutionnaire

Voici la nouvelle qui nous parvient de source absolument sûre :

« Le camarade Nicola Lazarevitch est bouclé à Moscou depuis trois mois et il faut lui venir en aide.

Il est accusé d'avoir fait de la propagande syndicaliste parmi les ouvriers de la fabrique où il travaillait comme électricien. Pour ça, cinq ans de déportation en Sibérie, où ce qui est plus horrible, à Solovietz. »

Comme certains pourraient le croire, nous n'accueillons pas cette nouvelle avec le plaisir d'en trouver notre argumentation renforcée, dans la discussion avec certains communistes sincères, dans notre lutte contre les autres. Elle nous navre et comme nous vous voudrions bien nous tromper, avoir tort, et qu'on nous le montre !

Cela est-il vraiment possible, dites, Guillebaud, dites, les autres ? L'admettez-vous ?

Est-ce là votre conception d'un gouvernement révolutionnaire et de sa façon d'agir ?

Certes, nous ne voulons pas, en livrant ces faits au public, faire, comme ils disent, le « jeu de la bourgeoisie ». La bourgeoisie n'est pas qualifiée, en ayant bien d'autres sur la conscience, pour s'élever contre de tels faits. Mais nous le sommes, et espérons que tous les gens de cœur seront avec nous pour s'élever contre un tel étouffement de toute propagande non strictement orthodoxe.

Les faits se suffisent déjà à eux-mêmes. Mais, de plus, des camarades sûrs, connus, dont des communistes, peuvent certifier la haute valeur, le courage et la sincérité de ce camarade.

« C'est un copain rare par son intelligence, sa douceur, sa force morale supérieure. Né en Belgique de parents russes émigrés politiques, il se refusa au service militaire et se réfugia en Hollande. Il connaît les prisons de ce pays, puis il alla en Russie. Sadoul parlait de lui comme d'un héros durant la Révolution. Il tomba dans les mains des blancs, desquelles il s'échappa par miracle, puis il passa en Roumanie : il fut en prison ensuite en Italie. Il dut quitter l'Italie et revenir en Russie. Il était occupé comme ouvrier, mais il était traducteur au Comintern avec Pascal, son ami intime, et il étudiait dans un institut supérieur comme technicien. »

Voilà ce qu'un ami sûr nous dit de lui. Tout commentaire n'est-il pas superflu ?

Mais que faire ? Oh ! toujours angoissante question ! Faire connaitre ces faits le plus possible, protester de notre faible voix, partout, contre l'injustice. Que nos protestations arrivent jusqu'à ceux qui, là-bas, sont au pouvoir, qui furent opprimés et qui ont des camarades qui le sont encore en d'autres pays, n'est-ce pas, Sadoul ? n'est-ce pas, Guillebaud ? Et croyons-leur : « Libérez cet homme, sinon nous serons en droit de vous dire : vous êtes un gouvernement comme les autres ! »

Oh ! s'ils pouvaient nous montrer en cette circonstance qu'il y a tout de même, encore, malgré tout, une différence !

Marcel WULLENS.

LE FAIT DU JOUR

Pris à leur propre piège

Sous le couvert du patriotisme (quelles saletés ne commet-on pas à l'ombre du drapeau national ?), industriels et mercantis de haute envergure ont pourvu d'un côté à un protectionnisme outrancier, de l'autre à une sorte de boycott des produits allemands.

Cela a eu deux conséquences : maintenir le prix de la vie à un taux élevé ; permettre à nos hommes d'affaires de s'enrichir.

Mais tout à fin, et elle est venue. Le 10 janvier à minuit a marqué l'heure où cessèrent les conditions imposées à l'Allemagne, par lesquelles les marchandises françaises, spécialement alsaciennes-lorraines, devaient entrer en franchise douanière en Allemagne.

La Belgique a conclu un accord prolongeant le régime de franchise qui existait.

La France grée à ses rodomontades patriotes, et au maintien de l'occupation de Cologne, n'a pu parvenir à aucune entente. Aussi, depuis hier 11 janvier, les marchandises françaises pénétrant en Allemagne ne jouissent plus d'aucun régime de faveur.

Les Allemands devant payer de forts droits de douane pour exporter en France ce qui était en faveur de nos mercantils, nous rendent la pareille.

Il ne suffit pas de dire : « L'étranger payera — au fond, c'est nous qui payons ! », mais l'étranger rend la pareille.

Résultat : une partie de l'industrie française qui exportait en Allemagne va être frappée de ménage, de chômage. Le textile alsacien surtout va ressentir le contre-coup de cette idiotie politique ultra-chauviniste.

Dans la journée du 10, ayant l'établissement du nouveau régime, ce fut une ruée vers la frontière du Rhin des marchandises françaises cherchant à passer la frontière avant l'heure mauvaise. Un service spécial de police fut installé sur les voies de fer et de terre.

C'est beau la politique de la poigne, à la Poincaré-Herriot ! Mais le contre-coup en sera subi par les travailleurs. Après la vie de plus en plus chère, grâce à ces combinaisons de douanes, le chômage viendra parfaire l'œuvre de misère.

N'est-ce pas toujours à un peu plus de misère qu'aboutissent les combinaisons politiques et diplomatiques, quand ce n'est pas au massacre en grand ?

La guerre marocaine

Les communiqués du Directoire sur la guerre marocaine sont admirables. Semblables à ceux de tous les gouvernements durant la dernière guerre, ils n'annoncent que des succès. Celui publié hier marque de nouveaux succès pour les troupes espagnoles et qu'au cours des diverses opérations la colonie du général Saro inflige un dur châtiment à l'ennemi.

Le communiqué officiel ajoute que, « dans la région orientale, la nuit dernière, une embuscade espagnole a essayé, à Sidi-Yagub, une fusillade de l'ennemi et que celui-ci a subi quelques pertes ».

Malheureusement pour lui, personne ne prend plus au sérieux les dévagations officielles de Primo, et c'est avec des semaines succès qu'il a été obligé d'évacuer le Maroc.

Ce n'est qu'un commencement et il faut espérer que le dictateur espagnol recevra un jour prochain la juste récompense qu'il mérite... Ce sera le peuple qui la lui donnera.

Pénétrés par cette idée de la mort par

Quatre-vingt-six ans dans la même place

Cela paraît invraisemblable et c'est pourtant vrai. Victor Desrumeaux, de Comines, près de Lille, est resté quatre-vingt-six années au service de la famille Lecomte-Goeman, dont fait partie le mère Lecomte, épouse d'Amiens. Elle travaille encore, la malheureuse vieille et il vient la bénir et lui offrir son anneau à baïser.

Cette pauvre esclave, qui n'a connu de la vie que le servage, est encore obligée de « servir ». On est stupéfait que des êtres humains osent user ainsi des dernières forces d'une femme qui aurait mille fois le droit de se reposer.

L'évêque va la bénir, mais il bénira surtout en elle l'esprit de soumission qui est à la base de l'Eglise.

Sourds ou Chrétiens ?

Oh ! les gaillards de l'« Huma », les gardes rouges et les éminences grises des cellules, pourquoi ne nous parlez-vous pas de la superbe paire de gaffes reçue par votre copain Garchery, de la main sociale de Levillain, conseiller municipal ?

Jeux de mains, jeux de... Levillain, à du plaisir le courageux Cachin...

Etes-vous sourds ? Il paraît cependant qu'on l'entendue, jusque dans la salle des Pas-Perdus... Seriez-vous devenus chrétiens, à l'« Huma », et tendriez-vous la joue droite après qu'on vous a frappé sur la joue gauche ?

Un crime social

Voici la relation d'un véritable crime social qui nous soulève tout entier de dégoût et d'indignation.

Ecoutez cette lettre et dites-nous, camarades, si de tels faits ne postulent point une vengeance exemplaire, une réparation complète :

« Je viens solliciter votre attention sur mon cas. On m'explique, je n'ai plus rien. Le 12 septembre 1923, un vieillard de soixante-huit ans, ayant passé trois mois à l'hôpital, convalescent et locataire depuis douze ans, était expulsé par sa propriétaire, vautour rapace, la veuve C. Brisance, à Morteau, parce qu'il m'avait sous-loué une chambre pour le seconder. Cela sous le prétexte qu'il devait trois mois de loyer, ce qui n'était pas d'ailleurs la première fois, ayant été convenu verbalement entre lui et sa propriétaire qu'on lui accorderait des facilités en raison du chômage. Ce vieillard, usé par les privations, incapable de se défendre, a été expulsé après un mois de délai, jeté dehors sans abri, recueilli par son voisin.

« La chambre, meublée par nos propres meubles et contenant des fournitures de modes — car je suis modiste — a été vidée de son contenu et tout a été jeté dans la rue, toute ma bonne literie, le tout évalué 8.000 francs.

« Malgré toutes mes démarches, il m'a été impossible de trouver une place quelconque pour abriter mon mobilier et, depuis cette date, tous mes meubles sont restés dans la rue, à toutes les intempéries et, finalement, volés et perdus.

« Je suis toujours sans logement, obligée de manger, loger au restaurant et privée de tout mon matériel de travail... Est-il permis de jeter ainsi des humains à la misère ? C'est scandaleux, ignoble, criminel ! Quant au maire de Morteau, il demeure indifférent, impassible et, pourtant, l'a fait en temps opportun toutes les plaintes et réclamations nécessaires... Sans aucun résultat...

« Personne ne veut servir de témoin pour les vols publics dont j'ai été la victime. Aucun n'a le courage de dire ce qu'il a vu...

« Et dire que, locataire modèle, j'ai toujours payé régulièrement mon loyer ! Perdue de mes meubles, perte de mes marchandises, perte de mon travail ! Personne ne vient à mon secours !

« Le procureur de la République, lui, par l'intermédiaire du commissaire, me fait savoir qu'il s'en moque et conclut « que mon affaire n'est susceptible d'aucune suite »...

« C'est épouvantable et honteux.

« Mlle M. Bully,

« 5, place Cretin, Pontarlier. » Ah ! que nous comprenons une pareille misère ! Une pareille injustice nous prend aux entrailles !

Mais que cette victime le sache, c'est tous les jours que nous avons à enregistrer de telles plaintes, venues des quatre points cardinaux de l'horizon social !

Il faut se révolter avec nous contre l'ordre autoritaire et criminel tout entier, contre les expulseurs, les affameurs, les exploiteurs et les procureurs qui se lavent les mains des horreurs qu'on leur demandent de réparer !

Pour notre « Libertaire »

De nombreux camarades abonnés de province et de Paris protestent au sujet du mauvais fonctionnement du service des abonnements. Personne ne niera que le *Libertaire* soit saboté par une catégorie de fonctionnaires de la poste, mais chez les camarades il y a aussi une part de responsabilité dans ce mauvais fonctionnement. Ne se doivent-ils pas de surveiller attentivement et de signaler les cas de malfaçons constatés par eux ?

Il en est de même pour les contrôleurs des dépôts Hachette — et ils sont nombreux ceux qui s'offrent pour contrôler les dépôts —. Il faut, hélas, constater qu'ils sont moins nombreux ceux qui accomplissent sérieusement leur mission, laissant ainsi les mains libres à des agents du service Hachette souvent adversaires acharnés de notre quotidien. Pourtant, je ne veux pas faire l'injure à ces camarades de supposer que ce fut par gloire qu'ils demandèrent des cartes. Je ne saurais trop rappeler à tous les abonnés et lecteurs qu'ils doivent m'adresser directement toute la correspondance concernant toute l'administration du *Libertaire* et que, en aucun cas, je n'accéperai la responsabilité de non-réponse à une lettre que je ne sera pas adressée.

Encore une fois, je compte sur tous pour m'aviser des malfaçons concernant le service de vente au numéro et des retards apportés dans le service des abonnements.

Camarade, as-tu pris une action à l'emprunt du « Libertaire » ?

LES SPECTACLES

Opéra. — 13 h. 30 : Le Flûte enchantée. — 20 heures : Hérodiade.

Opéra-Comique. — 13 h. 30 : Werther. — 20 h. La Vie de Bohème : Paillasse.

Gaîté-Lyrique. — Rip.

Trianon-Lyrique. — 14 h. 30 : La Fille de Madame Angot. — 20 h. 30 : Monsieur de la Palisse.

Comédie-Française. — 13 h. 30 : Le Mariage de Figaro. — 20 h. 30 : La Marche nuptiale.

Odéon. — 14 heures : Le Songe d'une nuit d'éte. — 20 h. 30 : La Marche nuptiale.

Porte-Saint-Martin. — Peer Gynt.

Comédie des Champs-Elysées. — Malborough s'en va-t-en guerre.

Studio des Champs-Elysées. — A l'ombre du Mal.

Atelier. — 14 h. 45 : Chacun sa vérité. — 20 h. 45 : Le Pêcheur d'ombres.

Nouvel-Ambigu. — Matinée : Mlle Josette, ma femme. — Soirée : Denise.

Théâtre des Arts. — Les Appelants.

Matherins. — La Souris Blanche.

Théâtre de l'Avenue. — En Famille.

Femina. — Théâtre du Petit-Monde.

Théâtre Populaire du Trocadéro. — 14 h. 30 : Le Mariage de Mlle Beulemans.

Albert-Ier. — Ballets Russes.

CABARETS

Noctambules. — Hyspa, Cazol, Vallier, E. Groffe, J. Bastia. « Kif-Kif », revue.

La Vache-Enragée. — M. Hallé et les chansonniers.

Le Coucou. — Noël-Noël, J. Bastia, La Revue.

L'escroquerie du déclassement de la zone

La presse, dans les faits divers quotidiens, étais complaisamment les vices et les méfaits des petites gens.

Par contre, avec une unanimité touchante, elle cache oigneusement les exactions et les concussions du Pouvoir et des grands.

Dans cette question de la zone qui nous préoccupait aujourd'hui, la Ville de Paris, avec la complicité de l'Etat, a montré un tel mépris de la loi et des principes du droit, que tout esprit un peu averti se demandera ce qui reste encore debout de tous les enseignements moraux dont on a nourris les générations passées.

Examinois un peu les raisons que l'on donne aux zoniers pour les déposséder de leurs terrains, de leurs maisons et de leurs fonds de commerce, car tout de même il a bien fallu masquer cette confiscation sous des apparences de légalité.

On objecta tout d'abord aux zoniers une prétendue servitude militaire qui leur interdisait toute construction.

Or, la loi du 3 avril 1841 qui autorisait le gouvernement d'alors à élever des fortifications continues autour de Paris spécifiait que Paris ne serait compris parmi les places de guerre et par conséquent assujetti aux servitudes militaires qu'en vertu d'une loi spéciale à intervenir ultérieurement.

Les députés de Paris avaient fait voter cette restriction précisément afin de sauvegarder les droits futurs des zoniers à une indemnité d'expropriation.

Jamais cette loi spéciale ne fut votée. Pendant trois quarts de siècle, la zone continua à se bâtrir et à se peupler.

Quand, en 1913, le fameux projet Dausset vit le jour, comme ce projet envisageait la démolition des fortifications, on ne pouvait plus décentement brandir aux yeux des zoniers cette servitude militaire.

C'est alors qu'on eut cette idée ingénue de remplacer la servitude militaire par une servitude sanitaire.

Ce n'était plus au nom de la défense de Paris, mais au nom de l'hygiène de Paris qu'on nous étranglait.

Et par un vote électrique auquel participaient environ quinze députés présents sur six cents, on faisait voter en 1919, au lendemain même de la guerre, une loi canaille à l'égard des zoniers contre la promulgation postérieure à l'adoption de la loi ne serait plus indemnisé en cas d'expropriation.

De ce fait, les constructions élevées avant 1919 se trouvaient validées. De suite se présente à l'esprit cette monstrueuse contradiction :

De deux propriétaires zoniers ayant acheté des terrains de la zone en 1912, l'un ayant des ressources suffisantes laissait construire avant la guerre et sera indemnisé en cas d'expropriation, l'autre, un parent pauvre, désargenté, ne put construire qu'après la guerre et sera démolis sans indemnité.

C'est toujours sous notre République démocratique — Poincaré ou Herriot régnant — la loi d'airain qui épargne les brochets et dévore le menu fretin.

En vo-ez-vous une preuve plus saisissante encore ?

C'est quidans cette servitude sanitaire destinée à donner à Paris une ceinture d'air et de lumière, une première exception fut tout de suite admise.

Les gros propriétaires de l'avenue de Neuilly et de Levallois étaient exonérés de cette servitude. La peur des procès fit réfléchir la Ville de Paris. On pouvait s'attendre impunément aux petits propriétaires, mais il y avait danger à tracasser les gros propriétaires et industriels de Neuilly et de Levallois.

On pouvait à perte de vue critiquer les énormités et les contradictions de ce projet Dausset.

Contentons-nous de dire aux zoniers qu'ils ne doivent avoir confiance qu'en eux-mêmes.

Une loi spoliatrice et canaille les a mis hors du droit commun. Qu'ils l'ignorent, voilà tout.

Les Pouvoirs publics n'ont rien fait pour solutionner la crise du logement.

Un droit primordial et immuable qui prime toute loi exige que les citoyens aient un foyer pour les leurs.

Ils sont chez eux sur des terrains qu'ils ont payés fort cher avant la guerre, pour la vente desquels l'Etat a perdu des droits d'enregistrement. Ils paient pour leurs terrains et leurs commerces ou industries des impôts comme tout le monde.

Qu'on leur fiche la paix. Ils sont chez eux et prétendent y rester. — A. GELLE.

La lutte contre le cancer et la tuberculose

La Société Internationale de recherches contre la tuberculose et le cancer vient de tenir sa première séance, 17. Square de Messine, sous la présidence du Professeur Richet, de l'Institut. Après examen des meilleures moyens de coordination et de vulgarisation, sur le plan international de toutes recherches et expériences concernant la tuberculose et le cancer, elle a entendu un exposé du Dr Bailleul, de Bruxelles, sur l'état actuel de la question du cancer. Le professeur Richet, les docteurs Rappin, Thomas et Leriche ont illustré le débat de la grande autorité de leurs travaux.

Le Conseil de la Société a immédiatement décidé de mettre à l'étude la vaccination antituberculeuse et l'histiologie du cancer.

Le Conseil fait, en outre, appel à tous ceux qui, en France et à l'étranger, peuvent collaborer aux questions à résoudre et demande que le résultat des observations acquises soit communiqué 17, square de Messine.

Le Conseil fera bien aussi de se préoccuper des causes sociales de ces maladies.

Il fera bien de se préoccuper des taudis qui sont le foyer d'incubation de tous les microbes.

Il est très beau de songer à guérir les malades dont souffre l'humanité mais il serait encore mieux de les prévenir.

Mais nous craignons bien que les vraies causes sociales ne soient pas examinées par le conseil et si elles l'étaient, quelles remèdes les malheureux savants y apporteraient-ils.

Même là se fait sentir la nécessité d'une transformation complète de la société.

Comment Herriot se rend complice du fascisme italien

Les représailles du gouvernement démocratique d'Herriot contre les révolutionnaires étrangers ne touchent pas à leur fin. Elles continuent activement.

Il y a peu de jours on manifestait à Lille contre des éléments subversifs italiens coupables de ne pas se plier au service d'espionnage organisé par le consul italien au détriment des fugitifs du fascisme, en déporté.

Aujourd'hui nous apprenons de Marseille que le camarade Ugo Boccardi, réfugié en France pour échapper au fascisme, a été, sur les indications du consul d'Italie, arrêté. Il est aujourd'hui menacé au pénitencier de Marseille.

Le camarade Boccardi, aux yeux du consul d'Italie, est capable d'avoir participé aux mémorables journées de Sarzana, pendant lesquelles trois cents fascistes militaires armés et conduits par l'exécuteur matériel de Matteotti, l'ignoble Dumin, furent mis en fuite par une équipe de nos camarades qui appuyaient la population toute entière.

Boccardi prit une part active et même prépondérante, dans la révolution ouvrière de Sarzana contre le fascisme ; cependant il ne participa pas effectivement à l'exécution des deux fascistes qui eurent la malencontreuse idée de s'introduire dans les rangs des rebelles, afin de les espionner.

Boccardi est un être anarchiste, capable de tuer l'ennemi en armes, mais incapable de se marquer d'infamie en le massacrant quand il est fait prisonnier, selon les méthodes fascistes.

De toutes façons, même en faisant abstraction de son innocence, le meurtre des deux fascistes doit être considéré comme un acte politique et, par conséquent, l'extinction de Boccardi est inadmissible, à moins que le gouvernement d'Herriot ne veuille absolument, s'assimiler, par sa lâcheté et par sa bassesse, au fascisme musulman.

Nous devons donc veiller sur le sort que la diplomatie internationale réserve au camarade Boccardi. Nous ne permettrons jamais une telle violation ouverte du droit d'asile.

Nous devons éléver, dès aujourd'hui, en attendant de faire mieux, notre cri de protestation et de réprobation contre de tels procès de la part d'un gouvernement qui soutient de leur vote au Parlement des hommes qui osent encore se dire socialistes.

VIOLA.

Tous assassins

De la libre Amérique à la rouge république des Soviets en passant par la douce France, chère aux démocrates de notre Herriot, tous les gouvernements sont des gouvernements d'assassins.

Nous autres, anarchistes qui, par tempérament, sommes contre tous les gouvernements parce qu'un gouvernement ne peut vivre sans autorité, nous nions au P. C. le pouvoir de nous donner la liberté sans restriction.

Aucun travailleur conscient ne peut nier le contraire, sauf le capitaine Treint qui charge à bride abattue sur la Pologne blanche, et en profite pour manger de l'Anar !

Ce noble défenseur de la sainte Russie des Soviets prétend que seul le P. C. est capable de prendre la défense des opprimés de ces pays réactionnaires, et que les anarchistes les boucleront purement et simplement devant les actes antisociaux des horribles fascistes. Pourquoi calomnier ainsi ?

Tu prends réellement les lecteurs de l'*Humanité* pour des gens qui croient tout ce qu'ils lisent, ce serait à désespérer vraiment de la classe ouvrière.

Tous les travailleurs savent que l'unique république soi-disant ouvrière des Soviets est aussi réactionnaire que tous les gouvernements bourgeois. Les purs de Moscou ont tremplé leurs mains dans le sang des massacres de Cronstadt, de Solovietsky, et tout récemment dans la répression contre la Géorgie.

Et toi le traiteur de sabre, fervent apôtre et défenseur de tous ces crimes, souviens-toi que tu as sur la conscience l'assassinat de nos deux camarades Clos et Poncet, également frappés par ta garde rouge le 11 janvier 1924.

Jamais les sincères révolutionnaires n'oublieront les débuts des centurions dans ce pays, ce qui nous fait songer à ce que serait un régime de dictature du Proletariat, si vous réussissez à l'implanter ici.

La plus élémentaire pudeur t'ordonne de taire, toi qui te poses aujourd'hui en défenseur du Proletariat. As-tu déjà oublié qu'here encore en trainant ton sabre tu défendais le régime capitaliste contre l'international ouvrière.

Un grand travail sanitaire s'impose si les travailleurs veulent que l'émancipation des travailleurs soit une réalité, il faut que ceux-ci se débarrassent de vos sales frognes de politiciens, qu'ils rejettent loin derrière eux tous les anciens galonnards ou patroites repêchés. Que chaque travailleur prenne sa responsabilité pour édifier la société future, et laisse aux ordures les barbouilleurs de

A travers le Monde

ALLEMAGNE

ARRESTATION

DE MEMBRES DE SOCIETES SECRETES

Berlin, 10 janvier. — Trois membres de l'association secrète Viking ont été arrêtés à la frontière tchécoslovaque par la police de Halle, qui a également mis la main sur une section de l'organisation secrète Rossbach dont huit membres ont été incarcérés.

Au cours de diverses perquisitions, une correspondance importante et compromettante a été saisie.

ALBANIE

LES INSURGES CAPITULENT

Le chef albanais Bairan Tsour, réfugié, après la défaite de Fan Noli dans la région de Krouma, a offert de se rendre aux autorités serbes sous certaines conditions.

Cette capitulation était prévue en raison des déféctions parmi les partisans de Fan Noli, mais on ne suppose pas que Bairan Tsour se rendrait aux Serbes, vu ses nombreux forfaits commis en territoire yougoslave.

D'autre part, on mandate de Belgrade : "Le gouvernement de Tirana fait instruire un procès contre Mgr Fan Noli qu'il accuse d'avoir détourné du trésor public 47.000 francs. Il aurait également établi que Mgr Fan Noli a reçu de Moscou 200.000 roubles."

ANGLETERRE

ENCORE UN ACCIDENT

DANS LES MINES

Un coup de grisou s'est produit hier matin à une heure, à la mine Irane, près Pontypriod. Deux hommes ont été tués et six autres blessés. C'est la liste macabre des victimes du travail qui s'allonge et c'est le capital toujours qui profite du sacrifice prolétarien.

UNE GREVE

DE CONDUCTEURS D'AUTOBUS

Londres, 10 janvier. — Environ 500 conducteurs d'autobus appartenant à un des plus grands dépôts de Londres se sont mis en grève hier matin pour protester contre les heures de présence qui leur étaient imposées. Sur la promesse de la compagnie de donner satisfaction à leur demande, les conducteurs d'autobus ont décidé de reprendre le travail dès demain.

PAPETERIES INCENDIES

Un immense incendie a entièrement détruit les papeteries de la Clyde, à Glasgow. Les dommages sont évalués à 9 millions de francs. Naturellement les pertes sont couvertes par des assurances et ceux qui sont à plaindre sont les travailleurs jetés sur le pavé, se trouvant sans travail par suite de la destruction des usines.

ILS NE TRAVAILLENT PAS POUR RIEN

MM. Darrow et Bachrach, les deux avocats de Chicago qui défendent les étudiants Loo et Leopold, ont une conscience professionnelle et entendent ne pas gâcher le métier. Aussi ont-ils demandé chacun aux familles des condamnés une somme de 60.000 dollars, soit 1.200.000 francs. Si les accusés avaient été acquittés, qu'auraient-ils demandé alors ?

BELGIQUE

UNE COMMUNE DE LAPINISTES

Bruxelles, 10 janvier. — Le bourgmestre de la commune de Haesden vient de déclarer la naissance de son vingtième enfant. De ces vingt enfants, dix-sept sont encore en vie.

Cet exemple n'est pas unique dans la commune : la famille Syndberg compte vingt-trois enfants et la famille Put Jos en compte vingt-quatre.

En bien, voilà une commune qui peut être fière. Trois familles à elles seules forment une compagnie qui aura l'avantage d'aller se faire tuer pour le roi et pour la patrie lors de la prochaine guerre.

Le fait de donner le jour à vingt enfants ne dénote-t-il pas le crétinisme d'un individu ? Heureusement pour l'humanité que la commune de Haesden est l'exception, sans quoi ce serait à désespérer de l'avvenir.

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 11 JANVIER 1925. — N° 197.

Illusions perdues

par Honoré de Balzac

TROISIÈME PARTIE

Les souffrances de l'inventeur

— Paul ! crie Petit-Claud à son domestique, allez chercher M. Ségaud, mon successeur !... Pendant que nous déjeunerons, il ira voir les Cointet, dit-il à ses anciens clients, et dans quelques heures vous partirez pour Marsac, ruinés, mais tranquilles. Avec dix mille francs, vous vous ferez encore cinq cents francs de rente, et, dans votre jolie petite propriété, vous vivrez heureux.

Au bout de deux heures, comme Petit-Claud l'avait dit, maître Ségaud revint avec des actes en bonne forme signés des Cointet, et avec quinze billets de mille francs.

— Nous te devons beaucoup, dit Séchaud à Petit-Claud.

— Mais je viens de vous ruiner, répondit Petit-Claud à ses anciens clients étonnés. Je vous ai ruinés, je vous le répète, vous le verrez avec le temps ; mais je vous connais, vous préferez la ruine à une fortune que vous auriez peut-être trop tard.

— Nous ne sommes pas intéressés, monsieur, nous vous remercions de nous avoir donné les moyens du bonheur, dit madame Eve, et vous nous en trouverez toujours reconnaissants.

CHINE

LES TROUBLES A SHANGAI

La situation continue à être très troublée dans la région de Shangai. Bien qu'il n'y ait eu aucun combat, la soldatesque envahit les villages et oblige les paysans à se réfugier à Shangai. On s'attend à ce que Lu-Yung Hsiang, dont le quartier général est actuellement à Nankin, cherche bientôt à se rendre maître du district de Shangai. On suit avec intérêt les événements qui se passent à Pékin, où Sun-Yat-Sen est entouré de conseillers russes et où les bolcheviks semblent devoir prendre une importance prépondérante.

ÉTATS-UNIS

VICTIME DE SON DEVOUEMENT

Avant-hier, à l'aube, un incendie se déclara dans le centre de la ville de Brooks (Maine). La téléphoniste de service, Mme Garrie Johnson, une des rares personnes qui s'étaient aperçues du danger, resta courageusement à son poste, appelant les pompiers des villes voisines.

Lorsque les habitants de Brooks se rendirent compte que la téléphoniste se trouvait encore dans l'immeuble en flammes, il était trop tard et Mme Johnson, qui est infirme, fut brûlée vive dans son fauteuil roulant.

Grâce à son héroïsme, une grande partie de la ville a pu être sauvée, mais le quartier principal est complètement détruit.

UNE VAGUE DE CRIMES A CHICAGO

Les bourgeois de Chicago tremblent de peur. Pensez donc, les crimes augmentent chaque jour et on a enregistré, le mois dernier, à Chicago, 28 assassinats, 134 attaques à main armée, 211 cambriolages, sans compter une multitude de délit de moindre importance.

N'est-ce pas là le revers de la médaille, et peut-être en est-il autrement dans une société organisée bourgeoisement ?

C'est dans tous les pays du monde qu'il y a une recrudescence de crimes. C'est l'effet de la guerre. Que la bourgeoisie ne se plaigne pas. Elle a appris aux hommes à tuer, à voler et à piller, et il en est certains qui, à la guerre finie, suivent les enseignements des capitalistes.

Rien de plus logique, et tous les tribunaux ne changeront rien à cet état de choses.

GRÈCE

LE PROLETARIAT DECRÈTE LA GREVE GENERALE

La Grèce se trouve à la veille d'une grève générale qui peut avoir une grande répercussion sur la situation politique du pays, vu les circonstances qui l'auront provoquée.

Les travailleurs maritimes ont présenté à la fin de l'année un cahier de revendications aux compagnies, et celles-ci ont répondu par le lock-out. Comme la solidarité n'est pas un vain mot, à cette provocation patronale, les cheminots et les électriques se sont déclarés prêts à soutenir leurs compagnons dans la lutte. La situation empirant, le gouvernement consentit à recevoir une délégation ouvrière.

Le président du Conseil manifesta devant la délégation son hostilité à la classe ouvrière en disant que la grève générale déclancherait la mobilisation de tous les ouvriers.

La riposte ne s'est pas fait attendre. Toutes les corporations et organisations se sont déclarées ouvertement solidaires des travailleurs de la mer et ce n'est qu'au moyen de volontaires que les grandes compagnies de navigation peuvent assurer le service des lignes les plus importantes.

Cela ne peut pourtant pas durer, et le gouvernement grec doit comprendre, à l'heure actuelle, que la menace de mobilisation est peu de chose, lorsque les travailleurs ont conscience de leur devoir de classe et ont le courage de répondre avec dépit aux tentatives d'un ministère asservi à la bourgeoisie. Le prolétariat grec triomphera, car il est la force... et il le sait.

RUSSIE

TROTSKY EST-IL ARRETE ?

Il serait intéressant d'être fixé sur le sort qui est réservé à Trotsky. Est-il oui ou non en liberté ?

Les informations parvenues de Moscou

LE LIBERTAIRE

annoncent une fois de plus que Trotsky serait arrêté, et actuellement détenu à l'intérieur du Kremlin, où deux chambres auraient été mises à sa disposition.

D'autre part, l'*Extrabladet* de Copenhague précise que l'arrestation de Trotsky, décidée dès le 10 décembre, n'aurait été signalée à l'intérieur que le 21. Ce même jour, Trotsky aurait comparu devant le bureau politique de la Tcheka qui l'aurait accusé d'un complot pour renverser le conseil des commissaires, et se proclamer dictateur.

L'*Huma* pourra-t-il nous renseigner ? Après tout Trotsky est bien capable d'aspire à la dictature individuelle, mais il serait curieux de voir condamné par ceux qui en ont fait une idole. Il ne faut s'étonner de rien pourtant, surtout lorsqu'il s'agit de bolchevisme !

Une victime de l'incurie

Un accident mortel a mis en émoi, mardi matin, le personnel de la gare de Croix-Wasquehal. L'homme d'équipe Paul Arnice, âgé de 22 ans, était occupé sur la voie conduisant aux magasins de petite vitesse, lorsqu'il fut violemment compressé entre les tâpons de deux wagons. Aux cris poussés par l'infortuné ouvrier, ses camarades de travail se portèrent à son secours. Malheureusement, il mourut à midi.

Paul Arnice est une véritable victime de l'incurie parlementaire. Depuis le 9 février 1905, la question de l'attelage automatique a été posée au Parlement. Et rien n'a été résolu, malgré l'intervention des syndicats.

On en est toujours au même point, et l'on compte un martyr de plus, pour avoir conservé des méthodes périlleuses.

Encore un prix littéraire

Le prix "Sans Nom", prix purement moral, décerné chaque trimestre, par un comité de lettrés n'écrivant pas et qui conservent l'anonymat, a été attribué, pour la première fois, hier, à M. Panait Istrati pour son livre "Oncle Anghel".

Panait Istrati est un écrivain roumain dont il a été beaucoup parlé l'an dernier, à la parution de son premier livre "Kyralina", "Oncle Anghel", qui raconte la vie de paysans et de hors-la-loi roumains, est un livre de haute élévation morale et fait penser à nos romans philosophiques du XVIII^e siècle.

Mais si méritée que puisse être sa distinction, on peut se demander si la nécessité d'un nouveau prix se faisait bien sentir, n'y aurait-il pas encore là une chance d'éditions ?

LEURS DIVIDENDES

Quai Saint-Michel, un train de la ligne 103 heurté un taxi dont le chauffeur, Léon Orbelin, 52 ans, 1 rue Fromont, à Levallois, est assez sérieusement blessé.

Rue de la Révolte à Neuilly, un a trouvé près de sa voiture en miettes et de son cheval blessé, M. Jean Martigoutte, 68 ans, cocher de fiacre, portant une large plaie à la tête et ne se souvenant plus de ce qui s'était passé.

Ayant allumé des signaux placés entre les gares de Saint-Moré et Savigny (près Vouziers), le lampiste Marceau Raulin fut surpris par un train de marchandises. Les roues du dernier wagon lui passèrent sur les jambes.

Il mourut quelques heures plus tard sans avoir repris connaissance.

— A Dôle, Louis Thévenin, conducteur au P.-L.-M., est tamponné et tué par un express.

Le croiseur "Colmar" est-il disparu ?

Toulon, 10 janvier. — On commence à être inquiet au port de Toulon de l'absence de nouvelles du croiseur "Colmar", ancien allemand "Kolberg". On espère que dans la journée le ministère de la marine pourra envoyer un communiqué rassurant.

Le "Colmar" en quittant Djedda doit ralier Toulon.

Georges DELBRUCK

Au pays de l'Harmonie

« Beauté, Amour, Harmonie »

Très beau voyage au pays de l'Utopie.

Un livre à lire pour se reposer des préoccupations quotidiennes de la vie si laid qui nous entoure.

Prix : 7 fr. 50 ; recommandé : 8 fr. 50.

voilà, très bien régi par Kolb depuis deux ans.

David et sa femme trouvèrent près de cent mille écus en or chez leur père. La voix publique, comme toujours, grossit tellement le trésor du vieux Séchaud, qu'on l'évaluait à un million dans tout le département de la Charente. Eve et David eurent à peu près trente mille francs de rente, en joggant à cette succession leur petite fortune ; car ils attendirent quelque temps pour faire l'emploi de leurs fonds, et purent les placer sur l'Etat à la révolution de Juillet. Alors seulement, le département de la Charente et David Séchaud surent à quoi s'en tenir sur la fortune du grand Cointet. Riché de plusieurs millions, nommé député, le grand Cointet est père de France et sera, dit-on, ministre du commerce dans la prochaine combinaison. En 1842, il a épousé la fille d'un des hommes d'Etat les plus influents de la dynastie, mademoiselle Popinot, fille de M. Anselme Popinot, député de Paris, maire d'un arrondissement.

La découverte de David Séchaud a passé dans la fabrication française, comme la nourriture dans un grand corps. Grâce à l'introduction de matières autres que le chiffon, la France peut fabriquer le papier à meilleur marché qu'en aucun pays de l'Europe. Mais le papier de Hollande, selon la prévision de David Séchaud, n'existe plus. Tôt ou tard, il faudra sans doute ériger une manufacture royale de papier, comme on a créé les Gobelins, Sèvres, la Savonnerie et l'Imprimerie royale, qui jusqu'à présent ont surmonté les coups que leur ont portés de vandales bourgeois.

David Séchaud, aimé par sa femme, père de deux fils et d'une fille, a eu le bonheur de ne jamais parler de ses tentatives. Eve a eu l'esprit de le faire renoncer à la terrible vocation des inventeurs, ces Moïses dé-

En peu de lignes...

Le feu sur le boulevard

Le feu a éclaté dans un magasin de chaussures, 5, boulevard des Italiens. On ignore les causes du sinistre.

Attaqué à coups de marteau

Hier matin, vers sept heures, deux inconnus demandaient à consommer dans un restaurant, 27, rue Turgot, tenu par M. Baduel.

Ils n'étaient pas servis, que l'un sortait un marteau et frappait le débiteur à la tête, tandis que l'autre s'emparait du tire-casse.

Puis bousculant un consommateur qui entraîna les deux assaillants.

Les semblables s'attirent

En face le 168, rue d'Aubervilliers, une auto de livraison, conduite par le chauffeur Maurice Janot, 24 ans, demeurant 22, rue Duplex, est entrée en collision avec une camionnette pilotée par Eugène Schmidt, 23 ans, 13, rue du Blanc-Mesnil, à Bobigny. Le livreur, Lucien Gadblet, 47 ans, 18, rue Madame, a été sérieusement blessé à la tête et aux mains.

Dans une lessiveuse

Le jeune Pierre Chaput, âgé de dix-huit mois, a été étouffé dans une lessiveuse remplie d'eau additionnée d'eau de Javel. Le bébé a succombé à l'asphyxie.

L'Action et la Pensée des Travailleurs

LE PROBLÈME de la main-d'œuvre étrangère

Nous empruntons au « Proletaire » cet article fort intéressant.

Le problème de la main-d'œuvre étrangère reste à résoudre, les travailleurs du Bâtiment doivent, à ce sujet, prendre une position dégagée de toute équivoque, une position ferme de raisonnement et d'action. Quand le S. U. B. prétendrait traiter sur le même pied d'égalité les jeunes de tous pays, certains politiciens du parti communiste écrirent au « Nationalisme ».

Si les boniments de ces gens qui n'ont jamais éprouvé le besoin de se salir les mains au travail ont pu prêter à croyance chez des travailleurs d'industries à ciel qui méconnaissaient totalement les sentiments qui animent les militants du S.U.B., nous sommes en droit de penser, de croire, que les travailleurs du Bâtiment ont « en général » jugé notre « Nationalisme » avec un esprit tout différent, connaissant suffisamment leur Syndicat unique.

Nous venons de dire : « les travailleurs du Bâtiment en général » parce que pas un d'entre nous n'ignore qu'une certaine minorité n'a pas hésité à faire siennes les affirmations du Parti Communiste et ce, en se solidarisant avec tous les articles parus dans l'Humanité au sujet de notre fameux « Nationalisme ». Nous devons dire cependant que, quand on interroge individuellement les membres de cette minorité du Bâtiment adhérents du Parti Communiste (n'est-ce pas Vialud, Duc, etc. ?), tous sont d'accord pour reconnaître la bêtise et l'injustice du journal de leur parti.

Soit dit en passant, leur attitude mériterait longuement leur exclusion du « parti des masses ».

Nous nous permettons de demander à ces minoritaires d'être plus courageux pour qu'à l'avenir ils n'hésitent pas à démentir publiquement leur grand journal, sous peine d'être par nous, mélangés aux menteurs et diffamateurs.

Parlons de la main-d'œuvre étrangère.

Des faits, en voilà pour la région parisienne, plus de cinquante pour cent pour l'industrie du Bâtiment.

Tous travaillent sans discontinuer, pas un ne reste sur le pavé, au contraire, tous sont recherchés par le patronat. Pourquoi ? parce que ces travailleurs acceptent toutes les conditions de travail : « tâcheron, journées de dix et douze heures, bas salaires ».

Nous avons vu, impuissants hélas ! des camarades français passer sur les chantiers avec le traditionnel « on embauche », et repartir trop souvent avec la traditionnelle réponse « Rien », et cinq minutes plus tard, un Italien passait, et tout de suite il était embauché.

Nous avons vu plus fort :

« En banlieue, tous les copains français fûthé à la porte deux ou trois mois avant la fin d'un chantier, et toute la main-d'œuvre étrangère conservée pour terminer le travail. » Le Patron à qui nous demandions des explications, répondit : « Vous comprenez, les Italiens habitent tous ici, je n'ai pas de déplacement à leur payer ! » Nous étions fixés : pour le patronat les petits bénéfices ne sont pas à rejeter, mais jusqu'à quand les travailleurs du Bâtiment vont-ils consentir à se laisser faire ?

En effet, la main-d'œuvre étrangère n'a en général pas de foyer, elle se déplace quand bon lui semble, aujourd'hui le lieu du travail est à La Varenne, on loue à l'hôtel de La Varenne, demain le lieu du travail est à Puteaux, on loue à l'hôtel de Puteaux. Mais nous qui avons presque tous notre petite famille, notre foyer, serons-nous résignés à crever, sous prétexte que nous exigeons un déplacement, ne pouvant démentir tous les quinze jours ?

Voilà des exemples et pas des moindres du Nationalisme financier de nos bons patriotes français, patrons du Bâtiment. Nous pouvons en citer d'autres, par exemple : ces chefs italiens abonnés dans certaines maisons, et ayant à leur disposition des équipes entières de leurs compatriotes qui se déplacent de chantier en chantier, accaparent la production et ce, à des conditions toujours atroces.

Et maintenant passons à l'élément qui compose cette main-d'œuvre étrangère. Pour notre industrie les Italiens triomphent, et que sont ces hommes ?

Oui, que sont-ils ? Sont-ils des amis, des compatriotes chassés, persécutés par le fascisme et subissant l'exploitation forcée par crainte d'être remis entre les mains de Mussolini ?

Non et non ! Des compatriotes Italiens, les vrais, n'ont jamais hésité à soutenir nos revendications et nos luttes, les premiers ils ont rejoint le S.U.B., le premiers ils unissent leur force de cœur et de solidarité à la nôtre.

Que sont alors ces émigrés ? Ce sont tout simplement des gens venus ici, tentés par l'appât du gain supérieur à celui payé dans leur propre pays ; ils sont venus ici avec cet esprit, souvent il est vrai pressentis par certains bureaux d'émigration patronaux. Ils s'en retourneront quand ils auront amassé un pécule et amassé de quelle façon ?

Et bien ! en cassant la croûte sur le chantier avec du saucisson ou un bout de fromage, et ce, tout en accomplissant une journée de dix ou de douze heures de travail tâche.

Camarades du Bâtiment est-ce exagéré ? Nous trompons-nous ?

N'est-ce pas là l'exacte vérité ? Aux camarades et amis Italiens nous posons la même question !

Persuades de ne pas nous tromper, persuadés aussi d'avoir tout tenté pour organiser ces partis, nous pouvons déclarer que : « La main-d'œuvre étrangère jetée sur le marché par le patronat et les pouvoirs publics (n'est-ce pas Monsieur Justin Godart), constitue contre notre organisation du S.U.B. l'âme de résistance ; que cette main-d'œuvre étrangère réfractaire à nos appels, constitue pour nous une grave menace, que nous résumons ainsi (chômage, misère, destruction de toutes nos conquêtes, anéantissement de toutes nos revendications, triomphe du patronat) !

Devant ces réalités, devant ces faits, que

nous le voulions ou non, il faut prendre :

1^{re} Position contre les pouvoirs publics complices du Patronat, organisateur de l'Emigration ;

2^{re} Et fatalement position contre la main-d'œuvre étrangère réfractaire à l'organisation, et ce, au même titre que pour les jeunes français.

Les camarades nous comprendront, et la bataille qui s'engagera par la force des choses, agitation publique, manifestations caractérisées sur les lieux du travail sera éloignée de toute xénophobie, de toutes questions de race, les Révolutionnaires du S.U.B. y veilleront.

Ils saront imposer au Patronat leur droit au travail, et lui montrer qu'en jetant sur le marché une foule d'étrangers adversaires de notre organisation, ils n'auront rien gagné, si, qu'à raffermir les convictions de lutte et de révolte des travailleurs du Bâtiment contre leurs procédés honfoués.

Pour terminer un dernier mot :

Camarades de tous les pays, votre place est à l'organisation. Nous nous joignons fraternellement aux opprimés de partout, mais contre les alliés conscients ou inconscients du capitalisme, nous nous dresserons énergiquement pour sauvegarder nos connaissances et nos organisations.

Pierre ODEON.

Il y a un an...

11 Janvier 1925. Il y a aujourd'hui un an, les politiciens du Parti communiste, avaient organisé un meeting dans la Maison des Syndiqués, édifiée avec l'argent des syndicats. Ce parti politique avait eu l'audace de prendre les revendications des travailleurs comme tremplin, aussi les syndicalistes ne voulurent pas permettre à ces politiciens de commettre une telle injure éversus la classe ouvrière dans leur maison même.

Nos camarades se rendirent donc à la réunion de ces infâmes polichinelles, mais hélas ! pas en assez grand nombre, car on avait mobilisé pour ce soir-là, tous les plus cyniques apaches de la politique pour mener les travailleurs.

Et ce fut une bien triste soirée qui se déroula dans la Maison des Syndiqués, les coups de revolver crépitèrent et des militants tombèrent blessés ou morts. La politique avait une fois de plus accomplie son œuvre de mort.

Des blessés, il y en avait, mais ce qui fut encore le plus triste, le plus douloureux, c'est l'assassinat de nos deux camarades Poncet et Clos, qui s'effondrèrent lâchement assassinés sous les balles des ignobles armées des politiciens du Parti communiste.

Les suites de cette douloureuse soirée furent troublantes, l'on a vu, et comme toujours les assassins crier à l'assassinat et lancer leur venin de calomnie contre les meilleurs militants de la classe ouvrière, entr'autre Boudoux, qui fut lâchement calomnié par ceux-là même qui n'avaient pas réussi à faire de lui un cadavre !

Oh ! Poncet et Clos, victimes de l'autorité, qu'en ce jour 11 Janvier 1925, les anarchistes et syndicalistes se souviennent, que c'est l'anniversaire de votre terrible assassinat par ceux qui se prétendent les champions de la classe ouvrière et qu'ils crient : A bas la politique, vive l'Anarchie !

Marcel LE HOUX.

Aux terrassiers,

Tous les camarades terrassiers se feront un devoir d'assister à la réunion corporative qui aura lieu ce matin 11 Janvier, à 9 heures du matin, salle Ferrer, Bourse du travail. Il est bien compris que les camarades n'ayant pas les cartes syndicales de notre corporatoin ne seront pas admis à la réunion.

Pour le Syndicat, LEGRAND.

DANS LES CHANTIERS

Malgré l'arrogance d'un patron venant du Nord qui a pris des travaux à la Porte de Saint-Mandé voulant faire son petit caïd et se vantant qu'il embauchera son petit non-syndicats et les payerait 3 fr. 50 de l'heure. Il croyait déjà avoir réussi, mais après délibération faite sur le chantier il fut accordé 4 francs de l'heure et le respect de la journée de 8 heures.

Bravo les gars de la terrasse !

Le Secrétaire, LEGRAND.

Mise en garde

Dans l'Humanité, hier, la Fédération communiste du Bâtiment invite les moniteurs en chauffage, plafonnier, calorifugeurs à assister à la réunion du syndicat qui se tiendra à la Grange-aux-Belles. Nous mettons en garde les camarades de cette manœuvre scissionniste, car le véritable syndicat des moniteurs en chauffage adhérent au S.U.B. tient toujours son siège à la Bourse du travail, rue du Château-d'Eau, bureau 23, 4th étage.

Pour le Conseil syndical, L. BREDEL.

L'ENFER DES TRAVAILLEURS

Un coup d'œil dans les « bagnes »

Un sale docteur

Chez le docteur Madeuf, 2, faubourg Saint-Jacques l'on fait faire 10 heures pour un salaire de famine, c'est-à-dire 4 à 5 frs. par jour.

Ce charlatan exploiteur de la sueur des humbles ne trouve même pas le moyen de nourrir convenablement son personnel. Les camarades qui voudraient rentrer dans cette tôle sont priés de s'abstenir.

Devant ces réalités, devant ces faits, que

Grèves et Revendications

Grève à Poitiers. — Les ouvriers de l'imprimerie Basile se sont mis en grève, réclamant une augmentation de salaire.

Une réunion générale aura lieu aujourd'hui pour nommer la délégation qui devra discuter avec les patrons.

...

Une victoire à Vire. — Après une grève de courte durée le salaire des ouvriers d'imprimerie vient d'être porté de 18 à 20 francs par jour.

...

Les revendications des cheminots. — La Fédération des Cheminots confédérés est intervenue auprès du ministre des Travaux publics et du Comité de direction des grands réseaux, pour que les cheminots de toutes les compagnies bénéficient de l'allocation complémentaire votée par le Parlement en faveur des fonctionnaires et des cheminots de l'Etat pour l'année 1925.

...

Les métallurgistes Autonomes. — Les camarades sont avisés que les cartes 1925 sont à leur disposition à la permanence. Les trésoriers de section sont priés de venir chercher leurs dépôts.

...

Les métallurgistes Autonomes. — Les camarades sont avisés que les cartes 1925 sont à leur disposition à la permanence. Les trésoriers de section sont priés de venir chercher leurs dépôts.

...

Les métallurgistes Autonomes. — Les camarades sont avisés que les cartes 1925 sont à leur disposition à la permanence. Les trésoriers de section sont priés de venir chercher leurs dépôts.

...

Les métallurgistes Autonomes. — Les camarades sont avisés que les cartes 1925 sont à leur disposition à la permanence. Les trésoriers de section sont priés de venir chercher leurs dépôts.

...

Les métallurgistes Autonomes. — Les camarades sont avisés que les cartes 1925 sont à leur disposition à la permanence. Les trésoriers de section sont priés de venir chercher leurs dépôts.

...

Les métallurgistes Autonomes. — Les camarades sont avisés que les cartes 1925 sont à leur disposition à la permanence. Les trésoriers de section sont priés de venir chercher leurs dépôts.

...

Les métallurgistes Autonomes. — Les camarades sont avisés que les cartes 1925 sont à leur disposition à la permanence. Les trésoriers de section sont priés de venir chercher leurs dépôts.

...

Les métallurgistes Autonomes. — Les camarades sont avisés que les cartes 1925 sont à leur disposition à la permanence. Les trésoriers de section sont priés de venir chercher leurs dépôts.

...

Les métallurgistes Autonomes. — Les camarades sont avisés que les cartes 1925 sont à leur disposition à la permanence. Les trésoriers de section sont priés de venir chercher leurs dépôts.

...

Les métallurgistes Autonomes. — Les camarades sont avisés que les cartes 1925 sont à leur disposition à la permanence. Les trésoriers de section sont priés de venir chercher leurs dépôts.

...

Les métallurgistes Autonomes. — Les camarades sont avisés que les cartes 1925 sont à leur disposition à la permanence. Les trésoriers de section sont priés de venir chercher leurs dépôts.

...

Les métallurgistes Autonomes. — Les camarades sont avisés que les cartes 1925 sont à leur disposition à la permanence. Les trésoriers de section sont priés de venir chercher leurs dépôts.

...

Les métallurgistes Autonomes. — Les camarades sont avisés que les cartes 1925 sont à leur disposition à la permanence. Les trésoriers de section sont priés de venir chercher leurs dépôts.

...

Les métallurgistes Autonomes. — Les camarades sont avisés que les cartes 1925 sont à leur disposition à la permanence. Les trésoriers de section sont priés de venir chercher leurs dépôts.

...

Les métallurgistes Autonomes. — Les camarades sont avisés que les cartes 1925 sont à leur disposition à la permanence. Les trésoriers de section sont priés de venir chercher leurs dépôts.

...

Les métallurgistes Autonomes. — Les camarades sont avisés que les cartes 1925 sont à leur disposition à la permanence. Les trésoriers de section sont priés de venir chercher leurs dépôts.

...

Les métallurgistes Autonomes. — Les camarades sont avisés que les cartes 1925 sont à leur disposition à la permanence. Les trésoriers de section sont priés de venir chercher leurs dépôts.

...

Les métallurgistes Autonomes. — Les camarades sont avisés que les cartes 1925 sont à leur disposition à la permanence. Les trésoriers de section sont priés de venir chercher leurs dépôts.

...

Les métallurgistes Autonomes. — Les camarades sont avisés que les cartes 1925 sont à leur disposition à la permanence. Les trésoriers de section sont priés de venir chercher leurs dépôts.

...

Les métallurgistes Autonomes. — Les camarades sont avisés que les cartes 1925 sont à leur disposition à la permanence. Les trésoriers de section sont priés de venir chercher leurs dépôts.